



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Electronics, Simulators and Defence Systems Div.
/Division des systèmes électroniques et des systèmes de
simulation et de défense
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
8C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet AMÉLIORATION DE LA SUITE DE GUERRE	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8472-135462/C	Amendment No. - N° modif. 008
Client Reference No. - N° de référence du client W8472-135462	Date 2017-06-01
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QF-101-26284	
File No. - N° de dossier 101qf.W8472-135462	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-07-07	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Michael Rancourt	Buyer Id - Id de l'acheteur 101qf
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-1734 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5650
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: See Herein	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification à la demande de soumissions n° 8 vise à répondre aux questions du soumissionnaire.

Question n° 1

Référence : Volume 1, annexe D, appendice 1 – MR-73.

Dans le cadre des présentations de soumission, le soumissionnaire est tenu de présenter un plan d'opération annuel (POA) du Contrat de soutien en service (CSE) de l'amélioration de la suite de guerre sous-marine (ASGSM), conformément au volume 3, annexe B, appendice 2 – Descriptions de données (DD). Le CANADA exige du soumissionnaire qu'il ajoute aux instructions relatives à la DD plusieurs éléments qui dépendent des renseignements fournis par le gouvernement. Plus précisément, le volume 3, annexe B, appendice 2, DD-PGP-004 – POA doit :

- b. décrire en détail et classer par ordre de priorité les travaux ponctuels planifiés et autorisés pour la prochaine année financière;
- f. comporter les détails et la durée de toutes les périodes de travaux prévus;
- h. s'appuyer sur les niveaux d'état de préparation opérationnelle attribués à chaque frégate de classe Halifax.

Conformément au volume 3, annexe B – ETE-345, ETE-346 et ETE-547, le CANADA a déclaré que la soumission d'un POA annuel devait tenir compte des extraits de planification du calendrier des activités de chaque formation, être en harmonie avec ceux-ci et s'appuyer sur les niveaux d'état de préparation opérationnelle de chaque frégate. En outre, l'ETE-546 stipule que le CANADA transmettra à l'entrepreneur un budget annuel prévisionnel pour l'aider à élaborer le POA. En l'absence de tels renseignements, il est impossible de satisfaire à toutes les exigences du POA (DD-PGP-004) au moment de la présentation des soumissions, puisque le soumissionnaire n'a aucune idée de l'échéancier et de la durée des travaux, ni des priorités de la formation, ni des niveaux de financement prévu propres à un navire.

On recommande que le CANADA supprime l'exigence visant à soumettre un POA avec la présentation de la soumission et accepte le plan de démarrage de l'entrepreneur à titre de plan équivalent qui décrit en détail la façon dont l'entrepreneur effectuera les travaux au cours de la première année du CSE. Le CANADA supprimera-t-il l'exigence relative à l'évaluation obligatoire des soumissions selon le POA?

Réponse :

Conformément au volume 1, annexe D, appendice 2 (feuille d'évaluation des exigences cotées), champ/onglet R4 (DD préliminaire relative au SES), article pour le plan de fonctionnement annuel du CSE (menu principal R4.4), le contenu de la version préliminaire du POA exigé dans le cadre de l'évaluation au moment de la présentation des soumissions doit être fictif aux fins des travaux essentiels proposés pour la première année de démarrage du CSE. Cette exigence relative à la présentation des soumissions demeure en vigueur.

Dans le but d'assurer l'uniformité avec les modifications apportées sous la question n° 1 figurant dans la modification n° 3, le changement ci-dessous est apporté à la demande de propositions (DP).

SUPPRIMER : volume 1, annexe D, appendice 2 (feuille d'évaluation des exigences cotées), champ/onglet R4 (DD préliminaire relative au SES), article pour le plan de fonctionnement annuel du CSE (menu principal R4.4) dans son intégralité; et

REEMPLACER : la section supprimée ci-dessus par ce qui suit :

Plan d'opération annuel (POA) du CSE (Guide de cotation, tableau 6)		Renvois à la DP	Menu principal	Points demandés (sur 10)	Réponse du soumissionnaire	Évaluation de la réponse du soumissionnaire	
Le POA préliminaire du CSE présenté par le soumissionnaire décrit les travaux essentiels, stables et théoriques proposés du CSE qui englobent les sujets suivants : a. gestion du calendrier technique; b. gestion du cycle de vie du matériel; c. gestion de la configuration; d. services de soutien technique; e. services de soutien à la maintenance de production; f. services de soutien matériel; g. services de réparation et de révision; h. services de soutien à l'instruction; et i. gestion de l'information et des données électroniques.		Volume 3, annexe B, appendices 1 et 2, DD-PGP-004	R4.4		2,0	20,0	0,0

Question n° 2

Référence : Volume 1, annexe D, appendice 1 – MR-75.

Dans le cadre des présentations de soumission, le soumissionnaire est tenu de présenter un plan d'entretien du CSE de l'ASGSM, conformément au volume 3, annexe B, appendice 2 – Descriptions de données (DD). Le CANADA exige du soumissionnaire qu'il ajoute aux instructions relatives à la DD les données relatives à l'entretien qui requièrent d'abord l'achèvement des activités d'analyse du soutien logistique (ASL). Plus précisément, le plan d'entretien de la DD-GP-001 stipule que le soumissionnaire doit indiquer tous les programmes d'entretien requis pour le groupe d'équipement du système de surveillance de guerre sous-marine, la fréquence des entretiens ainsi que le niveau d'expertise requis, pour ne nommer que quelques-unes des exigences.

Afin de remplir cette exigence, le soumissionnaire doit d'abord s'assurer de répondre aux exigences relatives à l'analyse du soutien logistique, y compris l'analyse du niveau de réparation, l'analyse de maintenance axée sur la fiabilité et l'analyse des tâches de maintenance. Conformément au document Acquisition du projet d'ASGSM, volume 2, annexe B, EDT-285 et au volume 2, annexe B, appendice 1, LDEC-041, ces travaux seront réalisés dès que le document d'ASL de la DD-SLI-005 aura été présenté, dans les 30 jours suivant le rapport sur les données de contrôle.

Par conséquent, avant de remplir le document d'ASL (LDEC-041), qui doit être présenté aux termes du contrat d'acquisition de l'ASGSM, il est impossible de fournir les données d'entretien exigées en même temps que la présentation de la soumission.

On recommande que le CANADA supprime l'exigence obligatoire visant à présenter un plan de maintenance de production en même temps que la présentation de la soumission. Le CANADA pourrait-il modifier le plan d'évaluation des soumissions, MR-75, afin de supprimer cette exigence?

Réponse :

Conformément au volume 1, annexe D, appendice 2 (feuille d'évaluation des exigences cotées), champ/onglet R4 (DD préliminaire relative au SES), section R4.5 (cotation du plan préliminaire de maintenance de production), le contenu de la version préliminaire du plan de maintenance de production exigé aux fins d'évaluation au moment de la présentation de la soumission doit comprendre des descriptions détaillées initiales de toutes les activités de maintenance prévues requises pour chaque variante à bord et sur la rive du groupe d'équipement du système de surveillance de guerre sous-marine. Cette exigence relative à la présentation des soumissions demeure en vigueur.

Question n° 3

Référence : Volume 2, annexe D, annexe A, LVERS, exigences en matière de sécurité des TI, article 3.2.1.1

La section 3.2.1.1 prévoit ce qui suit : « Le matériel utilisé pour le traitement des renseignements sensibles doit être autonome ou faire partie d'un réseau autonome autorisé réservé au stockage et au traitement des données jusqu'aux niveaux Secret – Réserve aux Canadiens, OTAN Secret et Secret – Étranger qui sont associées au contrat situé dans une zone (type de zone), comme l'indique la Norme opérationnelle sur la sécurité matérielle du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Ce réseau autonome ne doit servir qu'au traitement et au stockage de données relatives aux contrats avec le MDN (aucun autre client ni partie). »
Veuillez confirmer que, selon cette exigence, le terme « renseignements confidentiels » désigne uniquement les renseignements de niveaux Protégé B, SECRET (RÉSERVÉ AUX CANADIENS), OTAN SECRET et Secret – Étranger. Tout autre élément généré dans le cadre du projet n'a pas à être traité par l'intermédiaire d'un réseau autonome.

Réponse :

- 1) INSÉRER : la nouvelle puce ci-dessous au-dessus de la puce existante « *Renseignements canadiens désignés Réserve aux Canadiens...* » dans la section intitulée « OTHER INSTRUCTIONS/AUTRES INSTRUCTIONS DE SÉCURITÉ » du volume 2, annexe A – Guide de sécurité complémentaire de la LVERS :
 - Le terme « renseignements confidentiels » fait référence à tous les renseignements classifiés ou désignés ainsi qu'à tous les renseignements contenus dans les règlements sur les marchandises contrôlées et les Règlements américains sur le commerce international des armes (ITAR), même s'ils sont non classifiés ou non désignés.
- 2) INSÉRER : la nouvelle puce ci-dessous au-dessus de la puce existante « *Renseignements canadiens désignés Réserve aux Canadiens...* » dans la section intitulée « OTHER INSTRUCTIONS/AUTRES INSTRUCTIONS DE SÉCURITÉ » du volume 3, annexe A – Guide de sécurité complémentaire de la LVERS :

- Le terme « renseignements confidentiels » fait référence à tous les renseignements classifiés ou désignés ainsi qu'à tous les renseignements contenus dans les règlements sur les marchandises contrôlées et les Règlements américains sur le commerce international des armes (ITAR), même s'ils sont non classifiés ou non désignés.

Question n° 4

Référence : Volume 2, Annexe D, Annexe A, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), Partie C, article 11 e).

La LVERS exige un « lien électronique » de niveau « Protégé B ». Cette exigence augmente considérablement le risque lié au coût et au calendrier lorsqu'il est question de certification. Nous comprenons qu'il n'y a potentiellement que deux exigences concernant la connectivité :

- 1) Un environnement de collaboration non classifié;
- 2) L'accès des entrepreneurs au SIGRD.

Ces deux exigences peuvent être satisfaites sans avoir besoin d'un lien électronique de niveau « Protégé B ». Le MDN pourrait fournir un environnement de Réseau étendu de la Défense (RED) pour accéder au SIGRD (configuré et géré par le MDN). L'environnement de collaboration peut être utilisé pour les fonds de renseignements de niveau inférieur à « Protégé B ». Tout transfert de fonds de renseignements de niveau inférieur à « Protégé B » peut être effectué sans connexion, de la même façon que les fonds de renseignements de niveau « SECRET ». Veuillez confirmer que l'exigence d'un lien électronique de niveau « Protégé B » peut être éliminée de la LVERS.

Réponse :

- 1) AJOUTER les nouveaux points-vignettes suivants au-dessus du point-vignette existant « *information sensible : tout renseignement classifié ou* » dans la section intitulée « OTHER SECURITY INSTRUCTIONS / AUTRES INSTRUCTIONS DE SÉCURITÉ » du Volume 2 Annexe A du Guide supplémentaire de la sécurité de la LVERS :
 - L'accès à un environnement de collaboration non classifié que doit fournir l'entrepreneur doit être suffisant pour traiter l'information de niveau « Protégé A ».
 - Dans le cadre des activités d'approvisionnement, le MDN fournira un environnement (configuré et géré par le MDN) composé de postes de travail reliés au réseau étendu de la Défense (RED) suffisant pour traiter l'information de niveau « Protégé B » afin de s'efforcer de faciliter l'accès et les échanges avec le système de gestion des ressources de la Défense (SIGRD) et le RED et d'obtenir un environnement d'information électronique (EIE) relié au MDN. Les approbations du MDN nécessaires pour établir cet environnement ne sont pas initialement prévues. Les approbations ultérieures concernant une connexion directe entre cet environnement de RED du MDN et les systèmes de l'entrepreneur ne sont pas prévues initialement non plus. Les processus d'approbation comprendront des définitions concernant une interface acceptable et des échanges de données de transactions qui doivent être mis en œuvre par l'EIE, ainsi que le document de contrôle des interfaces (DCI). Les responsabilités du MDN relatives à l'environnement du RED se poursuivront dans le

cadre du soutien en service. En ce qui a trait à l'acquisition, la seule responsabilité de l'entrepreneur ne consistera qu'à fournir un endroit physiquement sûr, pourvu d'une station de travail et une connexion Internet générale pour l'environnement du RED du MDN. Ces responsabilités de l'entrepreneur doivent se poursuivre dans le cadre du soutien en service. En l'absence des approbations nécessaires pour établir l'environnement du RED et des connexions directes, les transferts de renseignements de niveau « Protégé B » doivent être traités hors connexion, de manière semblable à de l'information classifiée, y compris tous les échanges de soutien logistique intégré (SLI) et de données de type SIGRD.

2) AJOUTER les nouveaux points-vignettes suivants au-dessus du point-vignette existant « *information sensible : tout renseignement classifié ou* » dans la section intitulée « OTHER SECURITY INSTRUCTIONS / AUTRES INSTRUCTIONS DE SÉCURITÉ » du Volume 3 Annexe A du Guide supplémentaire de la sécurité de la LVERS :

- L'accès à un environnement de collaboration non classifié que doit fournir l'entrepreneur doit être suffisant pour traiter l'information de niveau « Protégé A ».
- Dans le cadre des activités d'approvisionnement, le MDN fournira un environnement (configuré et géré par le MDN) composé de postes de travail reliés au réseau étendu de la Défense (RED) suffisant pour traiter l'information de niveau « Protégé B » afin de s'efforcer de faciliter l'accès et les échanges avec le système de gestion des ressources de la Défense (SIGRD) et le RED et d'obtenir un environnement d'information électronique (EIE) relié au MDN. Les approbations du MDN nécessaires pour établir cet environnement ne sont pas initialement prévues. Les approbations ultérieures concernant une connexion directe entre cet environnement de RED du MDN et les systèmes de l'entrepreneur ne sont pas prévues initialement non plus. Les processus d'approbation comprendront des définitions concernant une interface acceptable et des échanges de données de transactions qui doivent être mis en œuvre par l'EIE, ainsi que le document de contrôle des interfaces (DCI). Les responsabilités du MDN relatives à l'environnement du RED se poursuivront dans le cadre du soutien en service. En ce qui a trait à l'acquisition, la seule responsabilité de l'entrepreneur ne consistera qu'à fournir un endroit physiquement sûr, pourvu d'une station de travail et une connexion Internet générale pour l'environnement du RED du MDN. Ces responsabilités de l'entrepreneur doivent se poursuivre dans le cadre du soutien en service. En l'absence des approbations nécessaires pour établir l'environnement du RED et des connexions directes, les transferts de renseignements de niveau « Protégé B » doivent être traités hors connexion, de manière semblable à de l'information classifiée, y compris tous les échanges de soutien logistique intégré (SLI) et de données de type SIGRD.

Question n° 5

Référence : Volume 3, Annexe B, article 8.1.5 (PWS-1332).

Le Volume 3, Annexe B, PWS-1332 stipule que : « L'entrepreneur doit utiliser un environnement d'information électronique relié au MDN, mis en œuvre dans le cadre du projet d'immobilisations pour la mise à niveau de la suite de guerre sous-marine. L'EIE comportera un environnement de

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8472-135462/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8472-135462

Amd. No. - N° de la modif.
008
File No. - N° du dossier
101qtW8472-135462

Buyer ID - Id de l'acheteur
101qf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

collaboration (EC) qui servira au partage de l'information et un environnement d'échange de données électronique (EDE) pour l'échange des données interfacées. »

Cette exigence stipule que l'EIE doit être mis en œuvre dans le cadre du projet d'immobilisations pour la mise à niveau de la suite de guerre sous-marine. Étant donné que seul un EC limité est décrit dans l'EDT d'acquisition, le soumissionnaire présume que l'EIE au complet doit être mis en œuvre dans le cadre du contrat de soutien en service (CSES). Le CANADA confirmera-t-il que le CSES est le « projet d'immobilisations » par le biais duquel l'EIE sera mis en œuvre?

Réponse :

Voir la réponse fournie à la question 4 ci-dessus.

Question n° 6

Référence : Volume 3, Annexe B, article 8.1.5 (PWS-1332).

Le vol. 3, Annexe B, PWS-1332 de la DP concernant la Mise à niveau de la suite de guerre sous-marine stipule que « L'entrepreneur doit utiliser un environnement d'information électronique relié au MDN, mis en œuvre dans le cadre du projet d'immobilisations pour la mise à niveau de la suite de guerre sous-marine. L'EIE comportera un environnement de collaboration (EC) qui servira au partage de l'information et un environnement d'échange de données électronique (EDE) pour l'échange des données interfacées. »

Cette exigence stipule que l'EDE effectuera des échanges de données interfacées. Dans le même ordre d'idées, le PWS-1314 indique que la responsabilité consistant à utiliser l'EIE pour « envoyer ou recevoir des transactions interfacées » incombe à l'entrepreneur. Étant donné qu'aucun DCI n'a été fourni avec la DP, les attentes du CANADA concernant la portée des échanges de données et des transactions interfacées n'étaient pas claires. Le soumissionnaire présume que le CANADA souhaite que l'EDE permette des transactions interfacées entre le SGI de l'entrepreneur et le système d'enregistrement du CANADA (SIGRD).

Le CANADA confirmera-t-il / fournira-t-il les éléments suivants :

- 1) Des transactions interfacées et des échanges de données doivent avoir lieu entre le SGI de l'entrepreneur et le SIGRD;
- 2) Le DCI pour les interfaces qui doivent être mises en œuvre par l'EDE?

Réponse :

Voir la réponse fournie à la question 4 ci-dessus.

Question n° 7

Référence : L'article 5.4 du Volume 2, Annexe B, et Volume 2, Annexe B, Appendice 1.

La LDEC indique les dates de livraison suivantes :

Liste des données essentielles au contrat

- LDEC-009, Bloc 16 (remarques) : « Bloc 12. La première version du document sur les spécifications du système (DSS) doit être incluse dans la soumission de l'entrepreneur. La version du DSS sous forme de contrat doit être soumise pour examen dix (10) jours ouvrables avant l'examen des exigences de systèmes (EES). »
- LDEC-012, Bloc 16 (remarques) : « Bloc 12. La première version du tableau des références croisées de vérification doit être soumise pour examen dix (10) jours ouvrables avant l'examen des exigences de systèmes (EES). »
- LDEC-016, Bloc 16 (remarques) : « Bloc 12. La première version du plan directeur d'essai et d'évaluation (PDE) doit être soumise pour examen dix (10) jours ouvrables avant l'examen des exigences relatives au système (EES). » Le plan directeur d'essai et d'évaluation doit être présenté lors de la première réunion d'examen du programme (REP). »
- LDEC-028, Bloc 16 (remarques) : « Bloc 12. La première version de la Matrice de traçabilité des exigences relatives à la sécurité (MRES) doit être soumise pour examen dix (10) jours ouvrables avant l'examen des exigences relatives au système (EES), conjointement avec le tableau des références croisées de vérification. »
- LDEC-030, Bloc 16 (remarques) : « Bloc 12. La première version du plan de mise à l'essai et d'évaluation de la sécurité (MEES) doit être soumise pour examen dix (10) jours ouvrables avant l'examen des exigences de systèmes (EES). » Le plan de MEES doit être présenté lors de la première réunion d'examen du programme (REP). »
- LDEC-046, Bloc 16 (remarques) : « Bloc 12. La première version de la Trousse de directives concernant les modifications techniques (TDMT) doit être soumise pour examen vingt (20) jours ouvrables avant l'examen des exigences de systèmes (EES). »

Nous acceptons la date de livraison demandée dans le SOWP-476 pour la LDEC-009. Dans le SOWP-475, le Canada a fixé la date de l'examen des exigences relatives au système (EES) pour qu'elle coïncide avec la date de lancement du contrat. Les renseignements requis pour remplir les LDEC-012, 016, 028, 030, 046 ne peuvent pas être générés tant qu'on n'aura pas effectué le rapprochement des exigences post EES. On recommande de mettre à jour la LDEC pour harmoniser plutôt la date de livraison des premières versions de la matrice croisée de vérification, de la matrice de traçabilité des exigences relatives à la sécurité, du plan de mise à l'essai et d'évaluation de sécurité et du plan directeur d'essai et d'évaluation avec la date d'examen préliminaire de la conception. On peut le faire en remplaçant l'examen des exigences relatives au système (EES) par l'examen de la conception préliminaire (ECP) dans le bloc 16 de commentaires présenté ci-dessus. Le CANADA peut-il confirmer que l'énoncé de travail sera modifié comme demandé?

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8472-135462/C
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8472-135462

Amd. No. - N° de la modif.
008
File No. - N° du dossier
101qfW8472-135462

Buyer ID - Id de l'acheteur
101qf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Réponse :

- 1) SUPPRIMER Volume 2, Annexe B, Appendice 1, LDEC-012 - Matrice croisée de vérification, Bloc 16 « remarques », dans son intégralité.

REEMPLACER les remarques supprimées ci-dessus par ce qui suit :

16. REMARQUES

Bloc 12. La première version du tableau des références croisées de vérification doit être soumise pour examen au plus tard vingt (20) jours ouvrables avant l'examen des exigences relatives au système (EES). »

Bloc 13. Les versions de la matrice croisée de vérification qui ont été mises à jour en réponse aux commentaires formulés par le Canada doivent être soumises pour acceptation dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception des commentaires et dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'autorisation des procès-verbaux de l'examen préliminaire de la conception (EPC) et de l'examen critique de la conception (ECC).

Les versions à jour de la matrice croisée de vérification doivent être soumises à l'examen dix (10) jours ouvrables avant l'examen préliminaire de la conception, dix (10) jours ouvrables avant l'examen critique de la conception (ECC), selon les besoins en fonction des modifications apportées aux approches de vérification et conformément aux modifications subséquentes autorisées par le Canada.

- 2) SUPPRIMER Volume 2, Annexe B, Appendice 1, LDEC-016 Plan directeur d'essais et d'évaluation (PDE), Bloc 16 « remarques » dans son intégralité et

REEMPLACER les remarques supprimées ci-dessus par ce qui suit :

16. REMARQUES

Bloc 12. La première version du plan directeur d'essais et d'évaluation (PDE) doit être soumise pour examen au plus tard vingt (20) jours ouvrables avant l'examen des exigences relatives au système (EES). » Le plan directeur d'essai et d'évaluation doit être présenté lors de la première réunion d'examen du programme (REP). »

Bloc 13. Les versions de la matrice croisée de vérification qui ont été mises à jour en réponse aux commentaires formulés par le Canada doivent être soumises pour acceptation dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception des commentaires et dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'autorisation des procès-verbaux de l'examen préliminaire de la conception (EPC) et de l'examen critique de la conception (ECC).

Les versions à jour du plan directeur d'essai et d'évaluation doivent être présentées aux fins d'examen de dix (10) jours ouvrables avant l'examen de la conception préliminaire, dix (10) jours ouvrables avant l'examen critique de la conception et, au besoin, si des modifications sont apportées aux approches et plans d'essais.

- 3) **SUPPRIMER** Volume 2, Annexe B, Appendice 1, LDEC-028 Matrice de traçabilité des exigences relatives à la sécurité, Bloc 16 (signatures) dans son intégralité.
- REPLACER** les remarques supprimées ci-dessus par ce qui suit :
16. REMARQUES
- Bloc 12. La première version de la Matrice de traçabilité des exigences relatives à la sécurité (MTES) doit être soumise pour examen au plus tard vingt (20) jours ouvrables après l'examen des exigences relatives au système (EES), conjointement avec le tableau des références croisées de vérification.
- Bloc 13. Les versions de la MTES qui ont été mises à jour en réponse aux commentaires formulés par le Canada, doivent être soumises à l'acceptation dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'autorisation des commentaires, dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'autorisation des procès-verbaux de l'examen préliminaire de la conception (EPC) et de l'examen critique de la conception (ECC), conformément aux modifications subséquentes autorisées et ultérieurement, comme l'exige le Groupe de travail sur la sécurité.
- Les versions de la MTES qui ont été mises à jour doivent être soumises pour examen dix (10) jours ouvrables avant l'examen préliminaire de conception et dix (10) jours ouvrables avant l'examen critique de conception.
- 4) **SUPPRIMER** Volume 2 Annexe B Appendice 1, LDEC-030 - Plan de mise à l'essai et d'évaluation de sécurité (MEES), bloc 16 (signatures) dans son intégralité et
- REPLACER** les remarques supprimées ci-dessus par ce qui suit :
16. REMARQUES
- Bloc 12. La version initiale du plan de mise à l'essai et d'évaluation de la sécurité doit être soumise pour examen au plus tard vingt (20) jours ouvrables après l'examen des exigences de systèmes (EES). Le plan de MEES doit être présenté lors de la première réunion d'examen du programme (REP). »
- Bloc 13. Les versions du plan de MEES qui ont été mises à jour en réponse aux commentaires formulés par le Canada doivent être soumises à l'acceptation dans les dix (10) jours ouvrables suivant réception des commentaires, dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'autorisation des procès-verbaux de l'examen préliminaire de la conception (EPC) et de l'examen critique de la conception (ECC), et ultérieurement, comme l'exige le Groupe de travail sur la sécurité.
- Les versions du plan de MEES qui ont été mises à jour doivent être soumises pour examen dix (10) jours ouvrables avant l'examen préliminaire de conception, dix (10) jours ouvrables avant l'examen critique de conception et, au besoin, si des modifications sont apportées aux approches et plans d'essais.

- 5) **SUPPRIMER** Volume 2, Annexe B, Appendice 1, LDEC-046, Trousse de directives concernant les modifications techniques (TDMT), bloc 16 « remarques » dans son intégralité et
- REEMPLACER** les remarques supprimées ci-dessus par ce qui suit :
16. REMARQUES
- Bloc 12. La première version de la Trousse de directives concernant les modifications techniques (TDMT) doit être soumise pour examen au plus tard vingt (20) jours ouvrables avant l'examen des exigences de systèmes (EES).
- Bloc 13. Les versions de la Trousse de directives concernant les modifications techniques qui ont été mises à jour en réponse aux commentaires formulés par le Canada doivent être soumises pour acceptation dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception des commentaires et dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'autorisation des procès-verbaux de l'examen préliminaire de la conception (EPC) et de l'examen critique de la conception (ECC).
- Les versions de la Trousse de directives concernant les modifications techniques qui ont été mises à jour en réponse aux commentaires formulés par le Canada doivent être soumises pour examen dans les vingt (20) jours avant l'examen préliminaire de conception, vingt (20) jours ouvrables avant l'examen critique de conception, conformément aux modifications subséquentes autorisées et ultérieurement, au besoin, selon les exigences du comité de travail sur les modifications techniques
- Question n° 8**
- Référence : L'article 4.1.9 (ETE-736) du Volume 3, Annexe B
- L'article 4.1.9 du Volume 3, Annexe B, stipule ce qui suit : L'entrepreneur doit gérer, évaluer et mettre à jour les plans et les calendriers en fonction de toutes les exigences opérationnelles imprévues et urgentes, et évaluer leurs impacts potentiels sur le plan d'exploitation annuel (PEA), le Plan de fonctionnement annuel de la prestation de services (PFAPS), Programme de gestion du rendement (PGR) et la certification de l'AMN.
- L'ETE, Appendice 3 (définitions) définit le PFAPS comme un plan de fonctionnement de la prestation de services. L'ETE-736 est la seule référence au PFAPS dans l'ETE et est inclus sans description supplémentaire de son but ou intention. En conséquence, il n'est pas possible d'évaluer les impacts potentiels sur le PFAPS.
- Le CANADA définira-t-il le PFAPS et indiquera-t-il si l'information sera fournie par le gouvernement ou par l'entrepreneur?
- Réponse :
- 1) **SUPPRIMER** l'article 4.1.9 (ETE-736), Volume 3, Annexe B dans son intégralité et

REEMPLACER le texte supprimé ci-dessus par ce qui suit :

N° d'identification	Type d'exigence
ETE-736	4.1.9 [M] L'entrepreneur doit gérer, évaluer et mettre à jour les plans et les calendriers en fonction de toutes les exigences opérationnelles imprévues et urgentes, et évaluer leurs impacts potentiels sur le PEA, le PGR et la certification de l'AMN.

2) SUPPRIMER l'article 8.7.1 (ETE-1386) du Volume 1, Annexe D, appendice 11 (Matrice de conformité de l'énoncé du travail à exécuter en soutien en service) dans son intégralité et

REEMPLACER le texte supprimé ci-dessus par ce qui suit :

N° d'identification	Type d'exigence	Méthodes de démonstration de conformité	Réponse du soumissionnaire	Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Conforme (O/N)
ETE-736	4.1.9 [M] L'entrepreneur doit gérer, évaluer et mettre à jour les plans et les calendriers en fonction de toutes les exigences opérationnelles imprévues et urgentes, et évaluer leurs impacts potentiels sur le PEA, le PGR et la certification de l'AMN.	A			

Question n° 9

Référence : Volume 1, Annexe D, Appendice 11

On a apporté une modification à la méthode de démonstration de conformité de l'ETE entre les versions préliminaires et finales de la demande de propositions dans lesquelles la mention [M, X] a été remplacée par « X ». Veuillez confirmer que la méthode de démonstration de conformité de l'ETE-1550 devrait être « A », c'est-à-dire que la signification de « M » dans « M, A » n'a pas été modifiée par la définition du BEP-1059.

Réponse :

SUPPRIMER l'Article 9.6.6 (ETE-1550) du Volume 1, Annexe D, Appendice 11, dans son intégralité et

REEMPLACER le texte supprimé ci-dessus par ce qui suit :

N° d'identification	Type d'exigence	Méthodes de démonstration de conformité	Réponse du soumissionnaire	Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Conforme (O/N)
ETE-1550	9.6.6 [M] L'entrepreneur doit mener des activités d'évaluation du rendement conformément au plan de gestion du rendement accepté.	A			

Question n° 10

Référence : Volume 3

Le Canada confirmera-t-il que le lieu d'exécution du soutien en service sera les installations de l'entrepreneur (c.-à-d. que ce ne sera pas dans les installations du Canada)?

Réponse :

1) INSÉRER les nouveaux articles dans le Volume 3, Annexe B, après l'article 2.1.11 existant (ETE-293) :

N° d'identification	Type d'exigence
ETE-1761	2.1.12 [I] Le lieu d'exécution des travaux par l'entrepreneur dans le cadre du contrat de soutien en service sera le suivant :
ETE-1762	a. [M] L'entrepreneur doit accomplir tous les travaux généraux, gérer le soutien logistique intégré (SLI), organiser les réunions et accomplir la plupart des travaux de gestionnaire du cycle de vie du matériel dans ses propres installations;
ETE-1763	B. [M] L'entrepreneur doit effectuer toutes les réparations d'entretien de 3° niveau dans ses propres installations;
ETE-1764	C. [M] L'entrepreneur doit accomplir les travaux d'entretien de premier et de deuxième niveau qui lui ont été confiés aux installations de MDN Canada où se trouve l'équipement; et
ETE-1765	d. [M] L'entrepreneur doit réaliser toutes les inspections et l'emballage et l'expédition de tous les éléments importants dans ses propres installations;

2) INSÉRER les nouveaux articles dans le Volume 1, Annexe D après l'article 2.1.11 existant (ETE-293) :

N° d'identification	Type d'exigence	Méthodes de démonstration de conformité	Réponse du soumissionnaire	Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Conforme (O/N)
ETE-1761	2.1.12 [I] Le lieu d'exécution des travaux par l'entrepreneur dans le cadre du contrat de soutien en service sera le suivant :	S.O.			
ETE-1762	a. [M] L'entrepreneur doit accomplir tous les travaux généraux, gérer le soutien logistique intégré (SLI), organiser les réunions et accomplir la plupart des travaux de gestionnaire du cycle de vie du matériel dans ses propres installations;	A			

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8472-135462/C

Amd. No. - N° de la modif.
008

Buyer ID - Id de l'acheteur
101qf

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8472-135462

File No. - N° du dossier
101qfW8472-135462

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ETE-1763	B. [M] L'entrepreneur doit effectuer toutes les réparations d'entretien de 3 ^e niveau dans ses propres installations;	Obligatoire	A			
ETE-1764	C. [M] L'entrepreneur doit accomplir les travaux d'entretien de premier et de deuxième niveau qui lui ont été confiés aux installations de MDN Canada où se trouve l'équipement; et	Obligatoire	A			
ETE-1765	d. [M] L'entrepreneur doit réaliser toutes les inspections et l'emballage et l'expédition de tous les éléments importants dans ses propres installations;	Obligatoire	A			

FIN